

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 9 FÉVRIER 1928.

Proposition de loi interprétative des dispositions de la loi sur les séquestres
au sujet des biens des femmes belges (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE WINDE.

MESSIEURS,

La loi du 17 novembre 1921 exclut de la mesure de séquestre les biens *propres* de la femme mariée qui a perdu la nationalité belge, alliée ou associée, uniquement par l'effet, de son mariage avant le 4 août 1914.

Cette même loi (art. 4, § 2) considère comme propres « les biens que la femme possédait au jour de la célébration du mariage ou qui lui sont échus pendant son cours à titre de succession ».

C'est la définition admise par l'article 1404 du Code civil, quant aux immeubles qui restent propres à la femme sous le régime de la communauté légale. Mais en matière d'exonération du séquestre, il n'est pas fait de distinction entre les meubles et les immeubles.

D'autre part, un arrêt de la Cour de Cassation (14 janvier 1926. *Pas.*, p. 170) admet aussi que les biens acquis *en remploi* de ses biens propres seront exonérés du séquestre.

Quelle est dès lors la portée précise de la proposition de loi de MM. Destrée et consorts ?

Bien que le texte ne le dise pas *in terminis*, il semble, d'après les développements, qu'elle ait pour objet d'exonérer du séquestre non seulement les biens propres au sens de l'article 4, § 2, mais tous les biens de la femme, c'est-à-dire également sa part dans les biens de communauté et en cas de séparation de biens, les économies personnelles de la femme. Et bien que le texte dise que le séquestre cessera de produire aucun effet, la proposition doit s'entendre en ce sens que le séquestre *ne produira* aucun effet, en d'autres termes, que le recouvrement de la nationalité belge opérera avec effet rétroactif, contrairement à la disposition de l'article 20 de la loi du 15 mai 1922, article 19.

(1) Proposition de loi, n° 20 (1925-1926).

(2) La *Section centrale*, présidée par M. Hallet, était composée de MM. Jennissen, Piérard, De Winde, Somerhausen, Van Dievoet, Marek.

Par contre la disposition ne s'applique qu'aux femmes de naissance *belge*, devenues étrangères par leur mariage et *redevvenues belges après la dissolution du mariage* par une simple déclaration d'option (art. 19 de la loi du 15 mai 1922). C'est pourquoi des membres ont demandé que la proposition soit étendue aux femmes qui auraient recouvré leur nationalité dans un pays allié ou associé, ou même neutre.

* *

Comment faut-il envisager les effets de cette proposition ?

Indépendamment du décaissement fort important qu'elle exigerait du Trésor, la liquidation des séquestres étant à peu près terminée, la proposition de loi vient se heurter à diverses objections.

En vertu de la loi du 17 novembre 1921, la femme devenue allemande avant la guerre par mariage peut, *sans avoir recouvré la qualité de Belge et sans attendre que la communauté soit dissoute*, reprendre ses biens propres.

A ce régime la proposition en substitue un autre. Lequel ? Il est difficile de le préciser.

La proposition substitue un nouveau texte uniquement à celui du § 2 de l'article 4. Elle laisse debout le 4° du § 1, c'est-à-dire, la mesure d'exonération des biens propres. Elle supprime, par le fait, la définition des biens propres visés au § 1, 4°, et fait ainsi renaître la discussion qu'ont suscité devant la Chambre les mots « biens propres » du § 1, 4°.

D'autre-part, le nouveau texte ne s'applique qu'aux femmes qui ont recouvré la nationalité belge. Il ne permet donc pas d'étendre le bénéfice de la nouvelle proposition aux femmes visées par le § 1, 4°, c'est-à-dire celles qui n'ont pas recouvré la nationalité belge.

Et cependant on ne peut supposer que les auteurs de la proposition aient voulu supprimer la faveur de l'article 4, § 1, 4°.

Si telle avait été leur intention ils l'auraient dit.

Aussi fallait-il croire que les auteurs de la proposition ont voulu laisser subsister cette disposition et seulement la *compléter* par la nouvelle proposition. Mais alors il ne fallait pas supprimer le § 2 de l'article 4.

Si telle n'était pas la pensée des auteurs de la proposition de loi et s'ils voulaient substituer absolument un régime entièrement nouveau au régime ancien les objections qui vont suivre acquerront une portée plus grande encore.

1° La première objection que soulève la proposition est, que son application suppose la dissolution du mariage (art. 19, loi du 15 mai 1922). Et cela se conçoit, ou tout au moins la dissolution de la communauté, puisqu'il n'est pas possible de déterminer, avant cette dissolution et la liquidation de la communauté, quels sont les biens attribués à la femme et qui seront nommés du séquestre.

Conséquence : Les séquestres ordonnés devront être maintenus aussi longtemps qu'il y aura des femmes belges mariées à des Allemands, dont le mariage n'aura pas été dissous et dont les biens auront été mis sous séquestre.

2° D'autre part, lorsque la communauté comportera des biens se trouvant en Belgique et d'autres se trouvant hors du pays, la liquidation de la communauté pourrait avoir lieu de manière à mettre dans le lot de la femme les biens se trouvant en Belgique, ce qui permettrait aux époux de soustraire tous leurs biens aux séquestres. C'est la porte ouverte à la fraude. Le même danger se

présenterait en cas de séparation de biens, rien ne pouvant garantir que les biens trouvés en possession de la femme sont bien le résultat de son travail et par suite de ses économies personnelles.

3° Il est en outre à redouter que la femme ne soit redevenue belge uniquement pour reprendre la disposition des ses biens. Cette crainte est d'autant plus fondée que la femme redevenue belge en vertu de la disposition de l'article 19 de la loi du 15 mai 1922, reste néanmoins allemande.

4° Enfin le texte proposé, en s'en référant uniquement à la loi du 15 mai 1922, pour le recouvrement de la nationalité belge, admet au bénéfice proposé, les femmes belges de naissance qui auraient épousé un Allemand, même pendant la guerre et celles qui auraient trahis leur patrie d'origine. Cela n'est évidemment pas admissible.

Pour tous ces motifs, il n'est pas possible de se rallier à la proposition. La faculté qu'accorde au Gouvernement l'article 9 de l'arrêté royal du 21 septembre 1926, de déroger à la loi du 17 novembre 1921, nous paraît satisfaisante.

Le Rapporteur,
EM. DE WINDE.

Le Président,
MAX HALLET.

(41)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 FEBRUARI 1928.

Wetsvoorstel tot verklaring van de bepalingen der wet op de sequestratie
in zake de goederen van Belgische vrouwen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER DE WINDE.

MIJNE HEEREN,

Krachtens de wet van 17 November 1921, zijn van de sequestratie uitgesloten de eigen goederen van de gehuwde vrouw die hare Belgische, geallieerde of geassocieerde nationaliteit, enkel door haar huwelijk vóór 4 Augustus 1914 heeft verloren.

Volgens dezelfde wet (art. 4 § 2), worden als eigen goederen beschouwd « de goederen welke de vrouw bezat op den dag der voltrekking van het huwelijk of welke haar gedurende het huwelijk bij erfopvolging werden toebedeeld ».

Het is de definitie die is aangenomen door artikel 1404 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de vaste goederen die het eigendom der vrouw blijven onder het stelsel der wettelijke gemeenschap. Maar in zake uitsluiting van sequestratie, wordt geen onderscheid gemaakt tusschen vaste en roerende goederen.

Anderzijds, wordt door een arrest van het Hof van Cassatie (14 Januari 1926, *Pas.*, blz. 170) eveneens aangenomen dat de goederen verworven *als wederbelegging* van de eigen goederen, vrijgesteld zijn van de sequestratie.

Welke is dan de juiste draagkracht van het wetsvoorstel der heeren Destrée c. s.

Ofschoon de tekst het niet uitdrukkelijk zegt, schijnt men toch uit de Toelichting te moeten besluiten dat het voor doel heeft, van de sequestratie uit te sluiten niet alleen de eigen goederen in den zin van artikel 4, § 2, maar al de goederen van de vrouw, namelijk ook haar deel in de goederen van de gemeenschap, en in geval van scheiding van goederen de persoonlijke spaargelden van de vrouw. En al zegt de tekst dat de sequestratie zal *ophouden* eenig gevolg te hebben,

(1) Wetsvoorstel, n° 20 (1925-1926).

(2) De *Middenafdeeling*, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit de heeren Jennissen, Piérard, De Winde, Somerhausen, Van Dievoet en Marck.

moet het voorstel verstaan worden in dezen zin : dat de sequestratie *geen enkel gevolg zal hebben*, met andere woorden, dat het opnieuw verwerven van de Belgische nationaliteit terugwerkende kracht zal hebben, in tegenstelling met het bepaalde in artikel 20 van de wet van 15 Mei 1922, artikel 19.

De bepaling is daarentegen alleen van toepassing op de vrouwen van *Belgischen* oorsprong, vreemdelingen geworden door haar huwelijk en *opnieuw Belg* geworden na de ontbinding van het huwelijk door eene eenvoudige verklaring van optie (art 19 van de wet van 15 Mei 1922). Daarom hebben eenige leden gevraagd dat het voorstel zou uitgebreid worden tot de vrouwen die hare nationaliteit zouden teruggekregen hebben in een geallieerd, of geassocieerd, of zelfs neutraal land.

Welke kunnen nu de gevolgen zijn van dit voorstel?

Daargelaten de zeer aanzienlijke sommen welke het wetsvoorstel van de Schatkist zou eischen, daar de vereffening der sequesters schier geëindigd is, stuit het nog op tal van bezwaren.

Krachtens de wet van 17 November 1921, kan de vrouw, die vóór den oorlog de Duitse nationaliteit door haar huwelijk heeft verworven, hare eigen goederen hernemen, *zonder de hoedanigheid van Belg te hebben teruggekregen en zonder te wachten dat de gemeenschap ontbonden zij*.

Het voorstel stelt een andere regeling in de plaats. Dewelke? Bezwaarlijk kan dit nauwkeurig omschreven worden.

Het voorstel vervangt enkel door een nieuwen tekst, § 2 van artikel 4. N° 4° van § 1, te zeggen de maatregel van de vrijstelling der eigen goederen blijft van kracht. Daarvoor valt de bepaling der eigen goederen bedoeld in § 1, 4°, weg. En aldus rijst de betwisting weer op, waartoe in de Kamer de woorden « eigen goederen » van § 1, 4° aanleiding gaven.

Anderzijds is de nieuwe tekst slechts van toepassing op de vrouwen die de Belgische nationaliteit teruggekregen hebben. Die tekst ontzegt dus de toepassing van het nieuwe voorstel aan de vrouwen bedoeld in § 1, 4°, namelijk aan de vrouwen die de Belgische nationaliteit niet hebben teruggekregen.

En toch mag men niet onderstellen, dat de indieners van het voorstel de voordeelen van artikel 4, § 1, 4° hebben willen intrekken.

Ware dit hunne bedoeling geweest, dan hadden zij het gezegd.

Men moest bijgevolg denken dat de indieners van het voorstel deze bepaling hebben willen handhaven, en ze eenvoudig wilden *aanvullen* door het nieuwe voorstel. Doch dan moest § 2, van artikel 4 niet worden ingetrokken.

Indien zulks echter niet de bedoeling was der indieners van het wetsvoorstel en zij volstrekt eene gansch nieuwe regeling in de plaats wilden stellen van de vroegere regeling, dan krijgen de bezwaren die hierna volgen een nog grootere beteekenis :

1° Het eerste bezwaar dat het voorstel naar voren brengt, is dat de toepassing van hetzelfde de ontbinding van het huwelijk onderstelt. (Art. 19 der wet van 15 Mei 1922.) Dat is te begrijpen of ten minste de ontbinding der gemeenschap, vermits het niet mogelijk is te bepalen, welke eigenlijk de eigendommen zijn die aan de vrouw zijn toegekend en in het sequester opgesomd, alvorens deze ontbinding en de vereffening der gemeenschap een voldongen feit zijn.

Het gevolg hiervan is : de bevolen sequestratiemaatregelen zullen behouden blijven zoolang er Belgische vrouwen zullen zijn die met Duitschers gehuwd

zijn, wier huwelijk niet ontbonden werd en wier eigen goederen onder sequestratie werden geplaatst;

2° Wanneer, anderzijds, de gemeenschap goederen zal omvatten die zich in België bevinden en andere die in het buitenland gelegen zijn, zou de liquidatie van de gemeenschap op zulke wijze kunnen geregeld worden, dat in het aandeel van de vrouw de goederen opgenomen worden die zich in België bevinden, hetgeen aan de echtgenooten zou toelaten al hunne goederen aan de sequesters te onttrekken. Dit is het bedrog mogelijk maken. Hetzelfde gevaar zou zich voordoen in geval van boedelscheiding, daar niets kan verzekeren dat de goederen, in het bezit van de vrouw gevonden, wel degelijk de uitslag van haar werk, en, dienvolgens, van hare persoonlijke besparingen zijn;

3° Men moet bovendien vreezen, dat de vrouw alleen de Belgische nationaliteit heeft terugverworven om opnieuw over hare goederen te kunnen beschikken. Deze vrees is des te meer gegrond, daar de vrouw die, krachtens artikel 19 der wet van 15 Mei 1922, de Belgische nationaliteit herkregeen heeft, niettegenstaande eene Duitse blijft;

4° Ten slotte, verleent de voorgestelde tekst — door alleen te verwijzen naar de wet van 15 Mei 1922, wat betreft de verkrijging van de Belgische nationaliteit — het beoogde voordeel aan de vrouwen welke door hare geboorte de Belgische nationaliteit bezaten en een Duitscher gehuwd hebben, zelfs gedurende den oorlog, alsmede aan die welke haar Vaderland van herkomst verraden hebben. Dit is natuurlijk niet aan te nemen.

Om al deze redenen, is het niet mogelijk tot het voorstel toe te treden. Het recht dat aan de Regeering toegestaan wordt, krachtens artikel 9 van het Koninklijk besluit van 21 September 1926, om af te wijken van de beschikkingen der wet van 17 November 1921, schijnt ons voldoening te geven.

De Verslaggever,
EMM. DE WINDE.

De Voorzitter,
MAX HALLET.